

**Projet de loi
ratifiant l'ordonnance n° 2021-484 du 21 avril 2021 relative aux modalités de représentation
des travailleurs indépendants recourant pour leur activité aux plateformes et aux conditions
d'exercice de cette représentation et portant habilitation du Gouvernement à compléter par
ordonnance les règles organisant le dialogue social avec les plateformes**

NOR : MTRT2115835L/Bleue-1

Article 1^{er}

L'ordonnance n° 2021-484 du 21 avril 2021 relative aux modalités de représentation des travailleurs indépendants recourant pour leur activité aux plateformes et aux conditions d'exercice de cette représentation est ratifiée.

Article 2

Dans les conditions prévues à l'article 38 de la Constitution, dans un délai de dix-huit mois à compter de la promulgation de la présente loi, le Gouvernement est autorisé à prendre par voie d'ordonnance toute mesure relevant du domaine de la loi afin :

1° De compléter les règles organisant le dialogue social de secteur défini à l'article L. 7343-1 du code du travail entre les plateformes et les travailleurs indépendants qui y recourent pour leur activité, en définissant :

a) Les modalités de représentation des plateformes mentionnées à l'article L. 7342-1 du même code ;

b) L'objet et le contenu des accords de secteur, notamment leur champ d'application, leur forme et leur durée, ainsi que, le cas échéant, les domaines et la périodicité de la négociation obligatoire ;

c) Les conditions de négociation, de conclusion et de validité des accords de secteur ;

d) L'articulation des accords de secteur avec les dispositions légales et réglementaires, les contrats conclus entre travailleurs indépendants et plateformes, les accords de plateforme et les chartes définies en application de l'article L. 7342-9 du même code ;

e) Les conditions d'application des accords de secteur, ainsi que les modalités d'information des travailleurs indépendants sur ces accords ;

f) Les conditions dans lesquelles les accords de secteur peuvent être, par le biais d'une homologation décidée par l'Etat, rendus obligatoires pour toutes les plateformes et tous les travailleurs indépendants compris dans leur champ d'application ;

2° De définir les règles organisant le dialogue social au niveau de chacune des plateformes mentionnées à l'article L. 7343-1 du code du travail avec les travailleurs indépendants mentionnés au même article, en définissant :

a) Les modalités de représentation des travailleurs indépendants, ainsi que les conditions d'exercice de cette représentation, en particulier, le cas échéant, les garanties offertes aux représentants en termes de protection contre la rupture du contrat ;

b) L'objet et le contenu des accords de plateforme, notamment leur champ d'application, leur forme et leur durée, ainsi que, le cas échéant, les domaines et la périodicité de la négociation obligatoire ;

c) Les conditions de négociation, de conclusion et de validité des accords de plateforme ;

d) L'articulation des accords de plateforme avec les dispositions légales et réglementaires, les contrats conclus entre travailleurs indépendants et plateformes et les chartes définies en application de l'article L. 7342-9 du même code ;

e) Les conditions d'application des accords de plateforme, ainsi que les modalités d'information des travailleurs indépendants sur ces accords ;

f) Les modalités selon lesquelles les plateformes assurent l'information et la consultation des travailleurs indépendants sur les conditions d'exercice de leur activité ;

3° De compléter les missions de l'Autorité des relations sociales des plateformes d'emploi mentionnée à l'article L. 7345-1 du code du travail afin de lui permettre :

a) De fixer, au nom de l'Etat, la liste des organisations représentatives des plateformes au niveau des secteurs définis à l'article L. 7343-1 du même code ;

b) D'homologuer, au nom de l'Etat, les accords de secteur ;

c) D'exercer un rôle de médiation entre plateformes et travailleurs indépendants ;

d) D'exercer un rôle d'expertise, d'analyse et de proposition concernant l'activité des plateformes et de leurs travailleurs ;

4° De compléter les obligations incombant aux plateformes mentionnées à l'article L. 1326-1 du code des transports à l'égard des travailleurs indépendants qui y recourent, afin de renforcer l'autonomie de ces derniers dans l'exercice de leur activité :

a) En améliorant les modalités selon lesquelles ils sont informés sur les propositions de prestation et peuvent y souscrire ;

b) En leur garantissant une marge d'autonomie pour déterminer les modalités de réalisation des prestations et les moyens mis en œuvre.

Un projet de loi de ratification est déposé devant le Parlement dans un délai de trois mois à compter de la publication de l'ordonnance.